

**BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST**  
**COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE**  
**CONDITIONS GENERALES**

**Références CATE4584 CG202403 - pages numérotées de 1 à 4**

L'ouverture du COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE est réservée à l'ensemble de la clientèle professionnelle personnes physiques ou personnes morales de la Banque. Ce COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE fait l'objet des conditions ci-après énoncées.

Banque Populaire Grand Ouest Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - 857 500 227 RCS Rennes - Code APE 6419Z – Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 004 504 - Siège social : 15 boulevard de la Boutière - CS 26858 - 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX - Téléphone : 02 99 29 79 79 -Télécopie : 02 99 29 78 85 - Courriel : bpg@banquepopulaire.fr - Site : www.banquepopulaire.fr/bpgo/. Banque Populaire Grand Ouest exploite la marque Crédit Maritime. Entité du Groupe BPCE, titulaire de l'identifiant unique REP Papiers n° FR232581\_03FWUB délivré par l'ADEME.

**ARTICLE 1 - OBJET DU COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE**

Le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE ouvert dans le cadre du présent contrat est un compte rémunéré sur lequel les fonds déposés par le souscripteur restent bloqués pendant la durée mentionnée aux conditions contractuelles.

**ARTICLE 2 - FONCTIONNEMENT DU COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE**

Le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE ne peut enregistrer qu'une opération de crédit lors de son ouverture et une opération de débit lors de sa clôture. Les versements complémentaires sur le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE ne sont pas autorisés.

**ARTICLE 3 - MONTANTS**

Le montant de souscription du COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE est mentionné aux conditions contractuelles.

**ARTICLE 4 - DUREE**

Le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE est ouvert pour la durée prévue aux conditions contractuelles. A la date d'échéance ou en cas de résiliation anticipée, le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE est automatiquement clôturé. Le décès du Souscripteur entraîne également la clôture immédiate du compte à terme. Les sommes placées et les éventuels intérêts produits seront restitués au Souscripteur ou ses ayants-droit et versés sur le compte courant indiqué aux conditions contractuelles.

**Résiliation anticipée :**

- A l'initiative du Souscripteur :
- Durant la période de dépôt, le Souscripteur pourra, à tout moment, demander la résiliation anticipée du COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE et la restitution intégrale de son dépôt, le retrait partiel n'étant pas autorisé. Cette résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 32 jours calendaires à compter de la présentation de la demande du Souscripteur à la Banque.
- La Banque attire toutefois l'attention du Souscripteur sur les conséquences de cette résiliation anticipée, notamment sur les conditions de rémunération, comme indiqué à l'article 5 ci-dessous.
- La demande de résiliation anticipée pourra être faite :
- à l'agence, par signature du formulaire approprié par le Souscripteur,
  - par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son agence, en précisant les références du COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE concerné par la demande,
  - par message électronique envoyé par le Souscripteur à son Conseiller Banque.
- A l'initiative de la Banque :

Il est expressément convenu que la Banque pourra également prendre l'initiative d'une résiliation anticipée du COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE dans les cas suivants :

- clôture par le Souscripteur du compte courant ouvert dans les livres de la Banque,
- clôture à l'initiative de la Banque du compte suite au non-respect par le Souscripteur de l'une de ses obligations contractuelles ou à un comportement frauduleux ou contraire à la loi.

Les conséquences de cette résiliation anticipée sur la rémunération sont précisées à l'article 5 ci-dessous.

**ARTICLE 5 - REMUNERATION ET PERIODICITE DE VERSEMENT DES INTERETS**

Le COMPTE A TERME RYTHMIC ENTREPRISE produit des intérêts à compter de son ouverture et jusqu'à sa clôture, au taux nominal brut mentionné aux conditions contractuelles. Le taux de rémunération mentionné aux conditions contractuelles s'entend avant application de tous les prélèvements fiscaux et sociaux en vigueur.

Le remboursement avant l'échéance prévue à l'article 4 des présentes sera effectué aux conditions contractuelles, mais sera forcément total, et entraînera la clôture du produit.

Dans ce cas, les conditions de rémunération initialement prévues seront modifiées de la façon suivante :

- en cas de retrait avant l'expiration de la première période de six mois, le taux appliqué sera calculé sur la durée courue au taux de la période diminué du pourcentage stipulé aux conditions particulières,
- en cas de retrait en cours d'un palier, le taux appliqué sera celui du palier précédent.

Le remboursement avant l'échéance pouvant entraîner la perception par la Banque d'une pénalité prévue aux conditions contractuelles, le Souscripteur autorise irrévocablement la Banque à prélever le montant de la pénalité sur tout compte ouvert à son nom dans les livres de la Banque.

Si la résiliation intervient au cours d'une année, la pénalité sera calculée sur l'année entière.

Calcul des intérêts sur l'année de la résiliation anticipée : les intérêts seront calculés au Taux Contractuel jusqu'à la date de remboursement du dépôt. Le jour de remboursement du dépôt ne sera pas pris en compte pour le calcul des intérêts.

**ARTICLE 6 – FISCALITE**

Le Souscripteur est assujéti aux dispositions fiscales qui sont en vigueur pendant toute la durée du contrat. Par fiscalité, on entend tous impôts, prélèvements sociaux, et divers acomptes, prélèvements ou taxes. Ces dispositions à caractère légal ou réglementaire sont susceptibles de modification à l'initiative des Pouvoirs publics. La Banque pourra mettre à disposition une information disponible en agence auprès des conseillers de clientèle ou sur son site internet. Lorsque les modalités de l'imposition donnent lieu à une option, celle-ci doit être exprimée auprès de la Banque, par le titulaire, dans les délais requis.

## ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de notre relation, la Banque Populaire Grand Ouest recueille et traite des données à caractère personnel vous concernant et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, caution, contact désigné, préposé, bénéficiaire effectif, membre de votre famille...).

Les informations vous expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont vous disposez sur vos données figurent dans notre Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à votre connaissance lors de la première collecte de vos données. Vous pouvez y accéder à tout moment, sur notre site internet <https://www.banquepopulaire.fr/bpgo/votre-banque/reglementation/protection-des-donnees-personnelles/> ou en obtenir un exemplaire auprès de votre agence.

La Banque Populaire Grand Ouest communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

## ARTICLE 8 – RECLAMATIONS - MEDIATION

En cas d'insatisfaction ou de désaccord sur les services relevant du présent Contrat, le Client peut obtenir de son Agence toutes les informations souhaitées, formuler auprès d'elle toute réclamation et/ou saisir par écrit le service en charge des réclamations de la Banque qui s'efforce de trouver avec lui une solution, y compris si la réponse ou solution qui lui a été apportée par son Agence ne lui convient pas.

Le Client trouvera les coordonnées du service en charge des réclamations dans les brochures tarifaires de la Banque ainsi que sur son site internet, dans la rubrique « Contact » ou en saisissant « RECLAMATION » dans le moteur de recherche.

La Banque s'engage à répondre au Client sous dix jours ouvrables. Toutefois si une analyse plus approfondie de son dossier est nécessaire et entraîne un dépassement de délai, la Banque s'engage à lui communiquer le nouveau délai qui ne devrait pas dépasser deux mois (à compter de la date d'envoi de sa réclamation). Concernant les réclamations liées aux services de paiement, une réponse sera apportée au Client dans les quinze jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation. Cependant, si un délai supplémentaire est nécessaire pour lui répondre, la Banque lui adressera une réponse d'attente motivant ce délai et précisant la date ultime de sa réponse. En tout état de cause, le Client recevra une réponse définitive au plus tard trente-cinq jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation.

A défaut de solution le satisfaisant ou en l'absence de réponse dans ces délais, le Client, dès lors qu'il est un Entrepreneur individuel au sens de l'article L526-22 du Code de Commerce et uniquement dans ce cas, a la faculté de saisir gratuitement le médiateur de la Banque par voie postale ou sur son site internet, dans le délai d'un (1) an à compter de sa réclamation auprès de la Banque, sans préjudice des autres voies d'actions légales dont il dispose.

L'adresse postale du médiateur et les coordonnées du site internet du médiateur figurent sur les brochures tarifaires et le site internet de la Banque.

Les informations nécessaires à la saisine du médiateur, son périmètre et le déroulé de la procédure de médiation figurent sur la charte de médiation disponible sur le site internet du médiateur.

## ARTICLE 9 - EVOLUTION DES CONDITIONS GENERALES

Toute mesure d'ordre législatif ou réglementaire, qui aurait pour effet de modifier tout ou partie des présentes conditions générales, sera applicable dès son entrée en vigueur.

Par ailleurs, ces conditions générales peuvent évoluer. Toutefois, cette évolution ne pourra intervenir qu'après information du titulaire ou de son représentant légal. La Banque devra porter cette information à la connaissance du titulaire ou du représentant légal par tout moyen notamment par une mention sur le relevé de compte ou via les services disponibles sur notre site internet.

Dans l'hypothèse où le titulaire ou son représentant légal n'accepterait pas ces évolutions, il serait en droit de clôturer immédiatement le compte à terme.

## ARTICLE 10 - LOI ET LANGUE APPLICABLES - COMPETENCE

La Convention est conclue en langue française. Le Souscripteur accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle. La Convention est soumise à la loi française et à la compétence des tribunaux français. Le tribunal compétent sera, outre celui du domicile du défendeur, celui de l'exécution de la convention de compte, c'est-à-dire celui du siège social de la Banque, même si les opérations sont réalisées par l'intermédiaire de l'une de ses agences.

## ARTICLE 11 - GARANTIE DES DEPOTS

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au Client, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L. 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application. Conformément à l'article L. 312-15 du Code monétaire et financier, la Banque peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le Client.

Un dépliant expliquant ce mécanisme de garantie est disponible sur le site internet de la Banque [www.banquepopulaire.fr/bpgo/](http://www.banquepopulaire.fr/bpgo/), du Fonds de Garantie des dépôts et de résolution ou sur demande auprès de la Banque ou du Fonds de garantie des dépôts et de résolution - 65, rue de la Victoire - 75009 Paris.

Par ailleurs, le document ci-après présente une information sur la garantie des dépôts. Ce document fait partie des obligations d'information qui sont demandées aux établissements bancaires afin de mieux informer les clients sur la protection de leurs comptes (Arrêté du 27 octobre 2015 relatif à l'information des déposants sur la garantie des dépôts).

## FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS A FOURNIR AUX DEPOSANTS

Informations générales sur la protection des dépôts	
La protection des dépôts effectués auprès de votre Banque Populaire est assurée par :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1)
Si vous avez plusieurs dépôts dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ d'application de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (ou la contrevaieur en devise) (1)
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs personnes :	Le plafond de 100 000 € (ou devise) s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond qui s'applique à lui (2).
Autres cas particuliers	Voir note (2)
Délai de remboursement en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables (3)
Monnaie de l'indemnisation :	Euro
Correspondant	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire – 75009 PARIS Tél : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : <a href="http://www.garantiedesdepots.fr">http://www.garantiedesdepots.fr</a>
Accusé de réception par le déposant :	Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions contractuelles du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la Convention. Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la Convention.

### Informations complémentaires :

#### Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L 312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (Hors Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Epargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une couverture maximale de 100 000 €.

#### Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires par parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement de nature similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme s'ils étaient effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable-LDD et les Livrets d'Epargne Populaire-LEP sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicables aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un Livret A et un LDD dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

## **Indemnisation**

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L 312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours sera applicable à compter du 1er juin 2016. Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, aux choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

Soit, par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception,  
Soit, par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-dessus), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

## **Autres informations importantes**

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

## **Accusé de réception**

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

Personnes exclues de la garantie : pour plus de précision, consulter l'article 1er II de l'Ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière.

Produits exclus de la garantie : pour plus de précision, consulter l'article 1er III de ladite Ordonnance.

Garantie des titres, Garantie des cautions et Garantie des assurances : Voir le dépliant du FGDR disponible en agence et sur le site internet de la Banque : [www.banquepopulaire.fr/bpgo/](http://www.banquepopulaire.fr/bpgo/)